

FICHE DE PRESENTATION PERSONNELLE



Forum : Forum sur la liberté d'expression et le droit à l'information

Thématique : Assurer la liberté d'expression et une information fiable

Nom du/de la citoyen.ne :

Situation familiale <ul style="list-style-type: none"><input type="radio"/> Marié/en couple<input type="radio"/> Célibataire<input type="radio"/> Avec enfants, si oui combien : 5	Niveau d'étude <ul style="list-style-type: none"><input type="radio"/> Primaire<input type="radio"/> Secondaire<input type="radio"/> Universitaire
---	--

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet dans votre vie personnelle et professionnelle ?

Je suis Nigérian, j'ai 34 ans et je vis à Lagos, une ville de plus de 20 millions d'habitants. Je suis père de cinq enfants qui grandissent sans même connaître le sens des mots libertés individuelles. Ici, dans mon pays, la liberté d'expression et le droit à l'information ne sont qu'un mensonge, un mythe, une illusion façonnée par un gouvernement corrompu.

Cette semaine, une troisième station de radio contestant la démocratie des élections a été détruite. Des habitants révoltés ont manifesté. La police les a incarcérés et torturés. Ce climat de peur est constant. Au Nigeria, on s'habitue très vite à ne jamais exprimer ses opinions. Les agents du Service de Sécurité de l'État, protégés par leurs titres, agissent comme une milice. Ils intimident et harcèlent les journalistes. Cette année, plus de soixante-dix d'entre eux ont été arrêtés.

De plus, dans mon pays, plus de la moitié de la population est frappée, comme moi, par l'illectronisme, un véritable mur contre lequel viennent se briser les aspirations au droit à l'information, dans un monde où celle-ci circule presque exclusivement par Internet. Le gouvernement, pour répondre à cette entrave au développement, met en place des projets inaboutis, dus à un financement faible.

Par ailleurs, la partie de la population la plus aisée subit une propagande et une censure marquées lorsqu'elle souhaite s'informer. Tout message, tweet, post ou article contraire aux idéaux du gouvernement en place, aussi rares et courageux soient-ils, est immédiatement supprimé d'Internet, souvent sous prétexte de lutter contre la désinformation.

En 2024, lors des élections présidentielles, des quantités de fausses informations ont été publiées, généralement pour glorifier ou délégitimer certains candidats, mais

surtout pour discréditer la Commission nationale électorale indépendante, censée gérer démocratiquement le processus électoral.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

Tout d'abord, j'affirme qu'il est indispensable de mener des campagnes d'information dans les villes comme dans les campagnes, afin de faire connaître, notamment aux plus jeunes, leurs droits et leurs libertés.

Pour garantir la liberté d'expression, je suis convaincu qu'il faut encourager les citoyens à dénoncer, à critiquer, à proclamer. Pour briser cet étau autour de la parole, je propose d'organiser des assemblées où des citoyens, tirés au sort, pourront tour à tour s'exprimer et débattre librement, de manière anonyme. L'organisation de ces séances serait assurée par l'Union nationale des journalistes du Nigeria, un syndicat fiable et indépendant du gouvernement.

Ensuite, il est indispensable de réaffirmer la liberté, la transparence et la protection de la presse. En s'appuyant sur la « charte mondiale d'éthique des journalistes », il devient nécessaire de créer des lois que le Nigeria devra respecter. De plus, soutenir les organisations qui dénoncent les abus et les violations, comme Reporters sans frontières, est une obligation.

En outre, pour réduire la fracture numérique au Nigeria, il est primordial de développer des infrastructures permettant à tous d'accéder à des équipements numériques, de former la population à leur utilisation, mais surtout d'engager la responsabilité de l'État.

Enfin, pour garantir une information fiable et de qualité, je propose de soutenir les organisations chargées de la gérer et de la contrôler. Malgré leur existence, elles doivent être renforcées afin de rester totalement transparentes et imperméables aux pressions de toutes sortes. Ces organisations devraient se compléter et demeurer indépendantes du gouvernement. Leurs responsables seraient désignés par plusieurs autorités et ne pourraient exercer aucune fonction politique.